

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : perspectives d'opinion pour la rentrée

1. La rentrée pourrait être risquée en termes d'opinion

⇒ **L'équilibre actuel est précaire** : le remaniement n'a guère eu d'effets, sauf pour la personne du Premier ministre. M. Valls parvient à maintenir un bon niveau de popularité (en moyenne 47% positif, 47% négatif), mais l'approbation du bilan de l'action du gouvernement est revenue au même niveau que sous JM. Ayrault (19%).

Ce décalage est par nature instable : dans les études qualitatives, les Français exprimaient dès le début le sentiment que le PM disposait de faibles marges de manœuvre et de peu de temps pour réformer : ils se demandaient s'il allait y arriver ou se « normaliser », se faire « manger » par la machine

L'été de mi-quinquennat, après plus de 2 ans de présidence, **pourrait dès lors être le temps d'un bilan.**

⇒ **La ligne économique n'est pas contestée**, même si les Français aimeraient que nous fassions autant pour leurs préoccupations quotidiennes (et notamment le pouvoir d'achat) que pour les entreprises.

Mais l'impatience semble grandir. Les résultats ne sont pas visibles, les deux premières années sont vues comme « perdues ». L'opinion n'en retient presque rien à l'exception du mariage pour tous. La mémorisation des mesures prises depuis le printemps est également faible : le Pacte ne veut toujours pas dire grand-chose dans l'esprit des Français ; à peine quelques semaines après l'annonce de la baisse d'impôts pour 3 millions de ménages, celle-ci semble déjà oubliée (elle n'est plus citée dans les QA). La fermeté face aux cheminots a été remarquée positivement, mais a vite été balayée par l'actualité.

Aucun marqueur ne semble avoir réellement cranté. Nous n'avons aux yeux de l'opinion pas réussi à « poser des actes » convaincants dans les domaines essentiels : dépenses, emploi, pouvoir d'achat.

⇒ **Alors que l'opinion se décrispe habituellement au mois de juillet, 91% jugent aujourd'hui que la situation du pays est mauvaise** (+5 / à juin), 47% jugent leur situation personnelle bonne (-12 / à juin), et seulement 28% sont confiants en ce qui concerne leur niveau de vie et celui de leur foyer (-16 pts). L'inquiétude sur le chômage continue de progresser (+ 6 pts du niveau de préoccupation, niveau record de 52%). Elle devance la situation des jeunes, le pouvoir d'achat, et le niveau des impôts et des taxes.

⇒ A cet état d'une opinion qui semble arriver peu à peu à bout de patience pourraient s'ajouter **des facteurs plus conjoncturels** :

- **les avis d'impositions** à partir mi-août, en même temps que les **mauvais chiffres de croissance et de déficits**, pourraient renforcer la perception que les efforts ont été consentis en vain - alors même qu'une grande majorité de Français pensent déjà que l'Etat ne fait pas suffisamment pour réduire ses dépenses, et indexent en conséquence leur propre propension à faire des efforts.
- la découverte probable par certains parents qu'ils devront **payer pour la réforme des rythmes scolaires** (complément demandé pour les activités organisées dans les temps libérés, à la discrétion des municipalités) pourrait renforcer le sentiment d'incompréhension d'une réforme sur laquelle l'opinion reste largement dubitative.
- **les annonces concernant le PLF** pourraient être difficiles, surtout si elles grèvent le pouvoir d'achat ou touchent les retraites ou la santé. Le discours « anti-classes moyennes », que l'on commence à sentir monter, pourrait s'en trouver renforcer (« ils sont encore plus durs avec les classes moyennes car ils n'y arrivent pas »).
- la propension au repli et au « chacun pour soi » pourrait être accrue par les **revendications catégorielles** diverses, en particulier dans la fonction publique (à la veille des élections professionnelles), ou parmi les syndicats engagés contre le Pacte de responsabilité.

⇒ **Ce sentiment que le pays stagne dans ses blocages et ses rigidités, sera sans doute en partie imputé au PM**, tant il a suscité, par l'énergie et le volontarisme qu'on lui attribue, de fortes attentes. Après 4 mois de détermination vue comme largement virtuelle, l'opinion commence à douter qu'il n'ait finalement, pas plus que les autres, de prise sur le réel.

Mais il n'épargnera pas le Président, à qui l'on demande de montrer la direction, alors qu'il paraît aujourd'hui aux yeux des Français en partie déconnecté des angoisses et des colères d'une société bloquée, qui ne sait plus où elle va, ni vraiment qui elle est - et l'on attend de lui des repères.

2. Comment crédibiliser le réformisme et tenter de contenir le sentiment d'enlissement ?

⇒ Le Premier ministre, dans ses derniers discours (notamment à Trèbes et à Vauvert) a commencé à reconnaître le sentiment de paralysie du pays. Cet axe pourrait permettre de **déplacer le débat** (stérile dans l'opinion) **de la ligne économique du gouvernement vers la mise en scène de l'affrontement contre les forces de blocage qui entravent la France.**

Le récit de l'action pourrait être concentré sur la volonté de remettre la France en mouvement, en portant le message que **les Français ne sont pas un problème mais une partie de la solution**, puisque l'on **s'appuie sur eux pour combattre ce qui provoque l'enlissement.**

⇒ **L'identification des verrous ou des points de blocage**, nécessaire pour assurer une visibilité (l'opinion ne nous a crédité d'aucune des victoires que nous avons obtenues sans « affrontement »), **devrait résonner avec des représentations préexistantes dans l'opinion ou ayant un potentiel important.** Ce pourrait être :

- **L'allègement des normes et des réglementations tatillonnes qui empêchent les citoyens et les entreprises d'agir.**

- *La « simplification »* est vue comme un levier efficace. Elle pourrait devenir l'une des orientations identifiées au Président, dont l'annonce l'année dernière du « *choc de simplification* » avait été entendue, avant de retomber. La réforme territoriale pourrait également y être davantage raccrochée, pour éviter le risque de patiner dans l'opinion.
- *L'accessibilité, la réactivité et la transparence de l'administration* correspondent également à des demandes très présentes dans l'opinion. Ce qui semble avoir le plus d'impact est ce qui touche à la « *relation de services* », dont la refonte est fortement demandée par des usagers qui calquent leurs attentes sur les standards les plus élevés du privé.

La mission Mandon pourrait dès lors avoir un potentiel important en termes d'opinion, si l'on parvient à mettre en avant des changements concrets et quotidiens dans les expériences vécues par les usagers.

- **La lutte contre les conservatismes et les corporatismes qui empêchent le pays d'avancer.**

- *Reprendre la logique du Pacte en mettant chacun devant ses responsabilités.* Cette logique est comprise par l'opinion, et le terme de « responsabilité » résonne : l'Etat - donc chaque Français - fait des efforts importants ; les syndicats réformistes aussi ; les représentants du patronat (i.e. pour l'opinion des grandes entreprises, les PME restant épargnés par la défiance) doivent prendre leur part de responsabilité et joindre leurs forces dans le combat contre le chômage au lieu de s'enfermer dans des tactiques à courte vue.
- *Les mesures contre les rentes et les professions réglementées* pourraient également rentrer dans ce cadre. Le récit concernant ce « déblocage », encore peu présent dans l'opinion, demanderait à être développé pour donner plus de sens à cette action.

Il pourrait avoir un potentiel important : une étude réalisée par Bercy pour Opinionway l'année dernière sur une quarantaine de professions réglementées soulignait que les Français ne comprenaient pas, dans l'ensemble, ce qui justifie le maintien de ces statuts, en particulier pour les *professions juridiques* (avocats, notaires, commissaires-priseurs, huissiers) et les *professionnels du secteur immobilier*. A noter qu'ils se montraient néanmoins *beaucoup plus indulgents sur les professions médicales* (notamment les infirmières, assistantes maternelle et médecins généralistes, mais aussi dans une moindre mesure les pharmaciens).

L'opinion soutiendrait probablement le gouvernement dans une volonté de mettre fin à ce qui est vu comme des privilèges au profit de certaines professions très organisées. Pour circonscrire et préciser les « combats », un travail d'affinage et d'actualisation des perceptions de l'opinion mériterait d'être mené.

- **Le déblocage de la confiance dans les règles de vie en commun et dans notre système de redistribution fiscal et social.**

Il pourrait notamment passer par **la lutte contre les abus et les fraudes** : ce thème, à contre-pied, correspond à une demande particulièrement forte de l'opinion - y compris des sympathisants de gauche. Il pourrait être un élément important pour redonner un peu de légitimité aux grandes machines à redistribution fiscale et sociale ; combattre la suspicion

permanente vis-à-vis de l'autre - du voisin - qui empêche de construire des grands projets ; et rassurer les classes moyennes chez qui grandit le sentiment de financer toujours plus un système illisible dont elles sont persuadées qu'elles ne bénéficieront jamais.

- **Enfin le « déblocage » de la situation des gens eux-mêmes** : le sentiment de surplace ne concerne pas que le pays, il concerne aussi les situations individuelles. L'action du gouvernement devrait viser à **redonner à chacun « l'espoir d'une ascension »**, alors même que, pour beaucoup, nous faisons aujourd'hui partie des facteurs qui *empêchent* un rebond :

- *Montrer que l'on ne relâche jamais la pression sur l'emploi*. L'opinion est particulièrement incrédule sur ce thème et il y a sans doute en termes d'opinion peu de positif à attendre d'actions nouvelles, mais l'on nous reprocherait lourdement d'abandonner le combat si l'on donnait l'impression de relâcher le mouvement.

Les négociations sociales de la rentrée (rendre plus efficace un droit compliqué qui ne protège plus correctement les salariés mais freine l'embauche devrait être compris) et la séquence sur l'apprentissage (perçu selon une étude CSA comme un accès efficace à l'emploi, mais pour lesquels les clichés négatifs ont la vie dure) pourraient souligner que nous continuons à chercher des solutions.

- *Reprendre le sujet du pouvoir d'achat*. Nous pourrions en parler par le biais des « *dépenses contraintes* » (logement, électricité, eau, téléphone, ...), qui sont l'un des grands ressorts du sentiment de restriction budgétaire : ces « *frais fixes* » sont perçus comme augmentant plus rapidement que le revenu et mangeant progressivement les maigres marges qui permettaient d'envisager une amélioration de sa condition.

Des actes symboliques sur ces « *dépenses contraintes* » dans les projets de loi énergie, économie, ou sur le logement, auraient dès lors de fortes chances de marquer l'opinion.

- *Répondre aux attentes du quotidien* : parmi les grandes attentes de l'opinion figure *l'école* qui reste l'espoir d'un avenir meilleur - incontournable à la rentrée - ; et parmi les grandes angoisses *la santé* (et les conditions de vieillissement) et les craintes diffuses d'un *abandon* : les projets de loi santé et les assises de la ruralité pourraient être présentés dans ce cadre.

⇒ **Le PM devrait sans doute rester en première ligne dans cette action contre les points de blocage** : sa sphère « naturelle » aux yeux de l'opinion est celle des politiques publiques et des décisions - c'est d'abord à lui d'être dans le combat sur tous les fronts et dans l'immédiateté - ; d'autant plus que cela correspond à l'image personnelle de M. Valls.

Mais ce faisant **il ne peut qu'agir sur mandat du Président**, de qui l'opinion attend qu'il fixe l'agenda (lancer et clore symboliquement les séquences) et détermine les orientations. Le PM peut remettre le pays en mouvement ; mais c'est le Président qui lui en donne les moyens, accompagne les évolutions et définit la destination - et qui, à la fin, reste le vrai garant des grands équilibres, du temps et de la constance.